

FINMETRIX

COMMENTAIRE MENSUEL

ANALYSE DU MOIS

GESTION DE RISQUES FINANCIERS



NOVEMBRE 2025

BONJOUR

INTRODUCTION

Octobre a confirmé la fragilité du rétablissement économique mondial. Au Canada, la baisse du taux directeur accompagne une inflation en repli, mais les tensions commerciales persistent. Aux États-Unis, la croissance résiste malgré une dette record et un nouveau blocage budgétaire. En Europe, la stabilité monétaire s'achète au prix d'un effort fiscal croissant, tandis que le Royaume-Uni tente d'amorcer une reprise sans relancer l'inflation. En Chine, la production soutient encore la croissance malgré la déflation et la crise immobilière. Enfin, le pétrole, en recul marqué, illustre la surabondance et les tensions géopolitiques qui redessinent l'équilibre mondial.

Bonne lecture !

CAD



ZOOM SUR ▼ LE DOLLAR CANADIEN

PLUS DE DÉTAILS

La paire USDCAD est passée de 1.3935 à 1.4011 en octobre, marquant une légère dépréciation du huard face au dollar américain. Ce recul reflète l'attentisme des marchés après l'annonce, le 29 octobre, par la Banque du Canada, d'une nouvelle baisse de son taux directeur à 2.25%. L'institution, dans son communiqué officiel, indique que « la politique monétaire reste restrictive, mais les risques de récession se dissipent ». L'objectif : soutenir une économie qui ralentit sans dérapier sur le plan inflationniste.

Selon Radio-Canada, l'inflation annuelle a ralenti à 2.4% en septembre, un plus bas en deux ans, principalement en raison du recul des coûts de l'énergie et de l'alimentation. Cette détente conforte la banque centrale dans son approche graduelle, mais ne masque pas la faiblesse de la demande intérieure. Plusieurs économistes évoquent un risque de « stagflation douce » : une croissance quasi nulle combinée à une inflation collante autour de 2%.

Les perspectives restent mitigées. L'agence de notation AM Best estime que « l'incertitude commerciale et la dépendance aux exportations vers les États-Unis continuent de freiner l'économie canadienne ». Le ralentissement du commerce mondial pèse sur les marges manufacturières et la confiance des entreprises. Ces tensions ont été ravivées lorsque Donald Trump a menacé le Canada d'un tarif additionnel de 10% sur les importations, reprochant à Ottawa de ne pas avoir retiré ses contre-mesures douanières assez vite.

Pour relancer l'activité, le premier ministre Mark Carney a présenté un plan d'investissement "sans précédent" pour redessiner l'économie canadienne, misant sur la productivité et la transition énergétique. Selon Wealth Professional, ce programme vise à stimuler la croissance par des investissements verts et la formation de la main-d'œuvre. La CIBC, par la voix de sa cheffe économiste Avery Shenfeld, souligne que « le pays doit investir massivement dans sa jeunesse et son capital humain » afin de compenser la faiblesse persistante de la productivité.



USD



ZOOM SUR ▼ LE DOLLAR AMÉRICAIN

PLUS DE DÉTAILS

L'indice DXY est passé de 97.71 à 99.80 en octobre, soutenu par un regain d'intérêt pour le dollar américain, valeur refuge dans un contexte de tensions politiques. L'inflation, à 3.2%, a progressé un peu moins que prévu, ce qui a rassuré les marchés. Selon CBC News, cette modération des prix « renforce l'idée que la politique monétaire actuelle produit ses effets ». En ce sens, la Réserve fédérale a abaissé son taux directeur d'un quart de point, marquant une deuxième réduction cette année. Dans son communiqué, elle a souligné que la croissance de l'emploi ralentissait tandis que l'inflation repartait légèrement à la hausse, illustrant la difficulté à concilier stabilité des prix et soutien à l'économie.

Derrière cette prudence se cache un problème structurel : la dérive budgétaire. The Guardian avertit que la dette publique américaine devrait bientôt dépasser, en proportion du PIB, celle de l'Italie et de la Grèce. Cette trajectoire découle du plan fiscal "big, beautiful bill" adopté sous l'administration Trump, qui a amplifié les déficits en période de croissance. Des économistes de Moody's Analytics estiment que cette politique « réduit dangereusement la flexibilité budgétaire » et pourrait accroître la vulnérabilité du pays à de futurs chocs financiers.

Sur le plan politique, le shutdown fédéral, déclenché à la mi-octobre, paralyse partiellement l'administration. D'après ABC News, cette fermeture pourrait retrancher jusqu'à 0.3 point de PIB si elle s'étend au-delà de novembre. Les fonctionnaires non rémunérés réduisent leurs dépenses, tandis que les entreprises reportent des contrats liés à l'État. Pour plusieurs analystes, cette situation s'apparente à un « mini-choc de confiance » capable d'entraîner une récession technique d'ici la fin de l'hiver.

Pourtant, Wall Street poursuit son ascension. Le S&P 500 a franchi le seuil symbolique des 6 800 points, stimulé par l'espoir d'un accord commercial entre Washington et Pékin. Le secteur technologique tire les indices vers le haut, mais cette euphorie paraît déconnectée de la réalité macroéconomique. Diane Swonk, économiste en chef de KPMG US, observe que « les marchés agissent comme si la dette et la politique ne comptaient plus... jusqu'à ce que la réalité les rattrape ».



EUR



ZOOM SUR ▼
L'EURO

PLUS DE DÉTAILS

La paire EURUSD a baissé de 1.1730 à 1.1536 en octobre. Selon Reuters, les consommateurs européens « continuent d'afficher une vision bénigne de l'inflation », ce qui renforce la position de la Banque centrale européenne. L'institution a réaffirmé qu'elle maintiendrait ses taux d'intérêt inchangés au moins jusqu'en 2027, considérant que la stabilité des prix repose désormais sur un équilibre fragile entre croissance modérée et discipline budgétaire.

Cette orientation traduit une approche pragmatique face à un environnement encore incertain. Le Fonds monétaire international prévoit une croissance de 0.9% en 2025, mais « à un coût fiscal croissant », les gouvernements utilisant la dépense publique pour amortir le ralentissement. L'Allemagne émerge lentement de la récession grâce à un rebond industriel, tandis que l'Italie et l'Espagne profitent de la résilience de la demande intérieure et du tourisme. La France, quant à elle, a surpris en affichant une croissance de 0.5 % au troisième trimestre, tirée par une forte hausse des exportations aéronautiques et une montée de l'investissement entreprises, malgré sa crise politique persistante.

Les tensions commerciales pèsent également sur la région. Bloomberg souligne que la zone euro s'apprête à publier des données concrètes sur les dommages tarifaires provoqués par les nouvelles taxes américaines sur l'acier et les véhicules, qui affectent particulièrement les exportateurs allemands. Dans une analyse publiée par The Economic Times, le FMI estime que « l'intégration économique européenne demeure insuffisante pour absorber efficacement les chocs externes », une fragilité structurelle que les décideurs tentent d'atténuer par la coordination budgétaire.

En toile de fond, le débat sur la soutenabilité des finances publiques s'intensifie. Plusieurs pays, dont la France et la Belgique, plaident pour une révision des règles de déficit afin de mieux financer les transitions énergétique et numérique. Mais la BCE, dirigée par Christine Lagarde, rappelle que « la stabilité financière reste la condition première de la prospérité européenne ».



GBP



ZOOM SUR ▼ LA LIVRE STERLING

PLUS DE DÉTAILS

La paire GBPUSD s'est dépréciée, passant de 1.3478 à 1.3122 en octobre. L'inflation, restée stable à 3.6%, a pris à contre-pied les prévisions qui tablaient sur un léger ralentissement. Cette persistance des pressions sur les prix, notamment dans les services et l'alimentation, pousse la Banque d'Angleterre à temporiser. Comme l'a souligné Catherine Mann, membre du comité de politique monétaire, « un assouplissement prématuré risquerait de compromettre les progrès réalisés sur l'inflation ». La banque prévoit néanmoins d'envisager un premier cycle de baisses en 2026, si la trajectoire actuelle se confirme.

Sur le front économique, la croissance demeure modeste. Le PIB a progressé de 0.1% en août, un résultat symbolique mais suffisant pour écarter le risque immédiat de récession. La vigueur du secteur des services compense la faiblesse persistante de la production manufacturière. Le marché du travail, lui, donne quelques signes d'amélioration. Selon le Financial Times, les embauches repartent lentement dans la finance et la technologie, deux piliers essentiels de la croissance britannique.

Le marché immobilier continue en revanche de se refroidir. Les transactions ont diminué en octobre, les acheteurs préférant attendre les orientations du budget d'automne. Les prix reculent légèrement dans les grandes agglomérations, signe d'un ajustement encore inachevé. Pour Tim Bannister, directeur de la recherche chez Rightmove, « les taux hypothécaires élevés pèsent toujours sur la confiance et la capacité d'achat des ménages ».

Sur le plan extérieur, la diplomatie commerciale s'intensifie. Les menaces tarifaires de Donald Trump ont fragilisé le nouvel accord américano-britannique, poussant Londres à diversifier ses alliances. Début octobre, le premier ministre Keir Starmer a conclu un accord d'investissement technologique avec son homologue indien Narendra Modi, destiné à stimuler la coopération en matière d'innovation et d'énergie propre.



CNH



ZOOM SUR ▼ LE RENMINBI

PLUS DE DÉTAILS

La paire USDCNH s'est légèrement amélioré, de 7.1282 à 7.1287 en octobre. Les prix à la consommation ont de nouveau baissé, confirmant la persistance des pressions déflationnistes. Selon le Financial Times, cette évolution traduit « la faiblesse persistante de la demande domestique », malgré des mesures de soutien ciblées. La Banque populaire de Chine a maintenu ses taux de prêt de référence inchangés pour le cinquième mois consécutif, préférant la stabilité à de nouveaux assouplissements. Un haut responsable de la banque a expliqué à Reuters que « la politique monétaire doit rester patiente et calibrée afin d'éviter une volatilité excessive du yuan ».

Sur le plan macroéconomique, le PIB a progressé de 4.7% au troisième trimestre, un ralentissement modéré mais moins sévère qu'anticipé. D'après Iris Pang, économiste en chef pour la Chine chez ING, « la demande extérieure a soutenu l'activité, en particulier dans les exportations de véhicules électriques et de produits électroniques ». La Banque mondiale a d'ailleurs relevé sa prévision de croissance annuelle à 4.8%, saluant la résilience du commerce chinois malgré la faiblesse de la consommation intérieure.

Cette résistance s'explique par la priorité donnée à la production industrielle. Pékin conserve une approche centrée sur le maintien des chaînes d'approvisionnement et la modernisation de son appareil manufacturier. Reuters évoque une stratégie « tout pour la production », axée sur la stabilité des exportations et la substitution technologique face à la rivalité avec Washington.

La crise immobilière reste toutefois un frein majeur. Selon S&P Global Ratings, la contraction du secteur dépasse désormais 10% depuis le début de l'année. Ce recul pèse lourdement sur la confiance des ménages et l'investissement privé. Malgré tout, un léger optimisme réapparaît : BBC News rapporte que Washington et Pékin ont esquissé un cadre d'accord commercial avant la rencontre prévue entre Donald Trump et Xi Jinping, ravivant l'espoir d'un apaisement des tensions.



COMMODITÉ



ZOOM SUR ▼ LE PÉTROLE

PLUS DE DÉTAILS

Depuis le début de l'année, le Brent s'est déprécié de près de 16%, passant de 76.76 USD à 64.38 USD le baril. Cette correction reflète une offre excédentaire et une demande en ralentissement, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Dans son Oil Market Report d'octobre, l'organisation souligne que « le marché entre dans une phase de surplus croissant » et prévient qu'« un ajustement de la production sera nécessaire pour éviter un déséquilibre durable ». Les volumes de pétrole de schiste américain, en hausse continue, compensent les réductions décidées par l'OPEP+, ce qui exerce une pression structurelle sur les prix.

Les tensions géopolitiques amplifient cette volatilité. Les sanctions américaines contre la Russie, imposées en réaction au durcissement de la politique étrangère du Kremlin, ont bouleversé la carte mondiale de l'énergie. L'agence AP News rapporte que Lukoil s'apprête à vendre plusieurs de ses actifs internationaux pour s'adapter aux restrictions décidées par Washington. The Guardian estime que ces mesures ont eu un effet « rapide et profond » sur les flux d'exportation russes, même si la Chine et l'Inde continuent d'acheter du brut russe à prix réduit. Cette recomposition du marché alimente une compétition plus ouverte entre producteurs, accentuant l'incertitude sur les cours.

Parallèlement, les pays du Golfe tirent profit de la situation. Arab News note que les réserves d'or et de pétrole des Émirats arabes unis ont atteint des niveaux records cette année, reflet d'une politique d'accumulation stratégique face à la volatilité mondiale. Les excédents budgétaires de la région alimentent de nouveaux investissements énergétiques, notamment dans les infrastructures de stockage et les technologies à faibles émissions.

Selon la firme d'analyse Kpler, le scénario de prix le plus probable pour le premier trimestre 2026 oscille entre 70 et 85 USD le baril, dépendant du rythme de désengagement américain et de la discipline d'OPEC+. Pour l'heure, le pétrole reste coincé entre une surproduction persistante et un environnement géopolitique instable, symbole d'un marché plus politique qu'économique.



VU DANS NOTRE PÉRISCOPE



L'incertitude, nouvelle norme économique

La directrice générale du Fonds monétaire international, Kristalina Georgieva, affirme que « l'incertitude est devenue la nouvelle normalité ». Selon elle, la multiplication des chocs commerciaux, climatiques et géopolitiques redéfinit les priorités économiques mondiales. Les gouvernements privilégient désormais la stabilité et la résilience à court terme plutôt que la croissance rapide. Les entreprises, elles, renforcent leurs chaînes d'approvisionnement et adaptent leurs stratégies d'investissement à des horizons plus prudents. Cette mutation structurelle inaugure un cycle où la sécurité économique devient le premier moteur de la performance, et où l'adaptation prime sur l'expansion.

Source : The Guardian

Lien : [ICI](#)

Inde et Brésil : un partenariat Sud-Sud renforcé

L'Inde et le Brésil ont annoncé un renforcement de leur partenariat commercial au sein du Mercosur, dans le but de stimuler les échanges énergétiques, agricoles et technologiques. Cet accord vise aussi à attirer davantage d'investissements verts et à diversifier les chaînes d'approvisionnement. Pour le ministre indien du Commerce Piyush Goyal, cette alliance « symbolise une intégration économique plus équilibrée entre les grandes économies émergentes ». Son homologue brésilien Fernando Haddad parle quant à lui d'« une coopération fondée sur la durabilité et la complémentarité ». Ce rapprochement illustre la montée en puissance d'un nouvel axe Sud-Sud dans la mondialisation.

Source : The Times of India

Lien : [ICI](#)

AVIS DE NON-RESPONSABILITÉ

Ce document est fourni à titre d'information seulement. L'information présentée est sous forme de résumé et peut-être incomplète. Il est interdit de distribuer, publier, reproduire ce document et/ou son contenu, sans notre permission écrite à chaque instance. Nous n'assumons aucune responsabilité pour les pertes subies par l'entreprise, ses propriétaires, ou toute autre partie et qui résulteraient de la circulation, de la publication, de la reproduction ou du mauvais usage de ce document. Nous nous réservons le droit (mais ne sommes sous aucune obligation) de réviser tous les calculs inclus ou mentionnés dans le présent document et, si nous le croyons nécessaire, d'y apporter des changements qui seraient justifiés par des faits, des tendances ou des conditions existant à la date de la présentation, mais qui nous furent connus subséquemment.

Bien que FINMETRIX ait déployé des efforts commercialement raisonnables pour s'assurer de l'exactitude des renseignements contenus dans le présent document, FINMETRIX ne garantit d'aucune façon leur exactitude, leur actualité ou leur exhaustivité. Le présent document ne vise aucunement à donner des recommandations, conseils, avis juridiques ou fiscaux et ne doit pas servir à cette fin, car il pourrait devenir périmé, en tout ou en partie, à tout moment. Il incombe à l'utilisateur de vérifier les renseignements qu'il contient avant de s'en servir. Toute opération financière comporte un certain nombre de risques et de facteurs à considérer. Avant d'agir sur l'information ou d'effectuer une opération, vous devriez étudier attentivement les conditions, évaluer les risques et de déterminer si elle répond aux besoins et objectifs particuliers du client, à son expérience, à ses ressources financières et opérationnelles et toute autre circonstance qui lui est propre.

”
LA MEILLEURE
STRATÉGIE
C'EST D'AVOIR
UNE
STRATÉGIE

